

[Text]

provincial politicians and provincial producers to start thinking that way, but I think now is as good a time as any to start.

The Chairman: Mr. Boudria.

Mr. Boudria: Thank you, Mr. Chairman. I would like to welcome the Minister as well. We sat together in the Ontario House some short time ago.

Mr. Stevenson: Yes.

Mr. Boudria: I just wanted to talk about an aspect that you raised just a few minutes ago. Two topics, specifically. One, you seem to be favouring more a bottom-loading mechanism of assisting various regions that may be disadvantaged, rather than top-loading. Some groups that have come to see us have shared that view, of course; and obviously some other areas find themselves with some difficulty, because in their view, if they have an actual advantage to doing something, if others have this artificial assistance, that is removing the position that should be theirs to start with. I am just wondering if you could comment on those kinds of issues that have been raised by others.

• 1610

Mr. Stevenson: Let me just back up for a minute and raise a couple of points, and then I hope I can answer what you are getting at.

In case I have not made it fairly clear, specific top-loading programs are countervailable. There is just no question about that; whereas resource development programs are not countervailable. Stabilization is to even out price variations; it is not to change price. Those are two things we have to remember as we are going through all this discussion.

Now, getting a little more into what you are asking about, as you quite rightly state, we are promoting the idea—I should not say promoting—we are accepting the fact that there will likely be some sort of regional programs; and hence, if those are going to be in place, we are in favour of the type that are bottom-loading and attract less attention.

As far as comments of other areas being upset, and so on, you can go through a great many federal, and, I suppose, provincial programs, that favour one part of the country over another in some sector of our economy, and I am not sure we are ever going to get rid of those sorts of things. I suppose many of us would like to see them minimized, but I think it is unrealistic to assume that there is not going to be something, so we are suggesting we go this route.

I think, as Bernie says, it is really how it is done is the critical issue right now. Not only domestically is it critical, but I think we are going to see in the future it is going to be

[Translation]

politique agricole provinciale. Il faudra du temps aux politiciens provinciaux et aux producteurs provinciaux pour commencer à penser ainsi, et je crois que ce moment est aussi bon qu'un autre pour commencer.

Le président: Monsieur Boudria.

M. Boudria: Merci, monsieur le président. J'aimerais également souhaiter la bienvenue au ministre. Nous avons siégé ensemble à l'assemblée législative de l'Ontario il y a peu de temps.

M. Stevenson: Oui.

M. Boudria: J'aimerais simplement revenir sur un de vos commentaires d'il y a quelques minutes. Deux questions, en particulier. Premièrement, vous semblez être plus favorable à un mécanisme de subventions à la base pour aider diverses régions qui peuvent être désavantagées, plutôt qu'un mécanisme de subventions supplémentaires. Certains témoins, bien entendu, nous ont dit la même chose; et il est évident que cela pose certains problèmes à d'autres régions car à leur avis, cette assistance artificielle joue à leurs dépens. Quelle est votre réaction devant ce genre de problème?

M. Stevenson: Permettez-moi de revenir un instant en arrière sur un ou deux points, puis j'espère que je pourrai répondre à votre question.

Au cas où je ne me serais pas fait bien comprendre, les programmes spécifiques de subventions supplémentaires peuvent faire l'objet de mesures de rétorsion. Cela ne fait aucun doute; alors que les programmes de mise en valeur des ressources ne font pas l'objet de telles mesures. La stabilisation vise à gommer les variations de prix et non pas à changer les prix. Ce sont deux choses qu'il ne faut pas oublier dans cette discussion.

Maintenant, pour répondre un peu plus à votre question, comme vous l'avez dit à juste raison, nous défendons l'idée—c'est peut-être un mauvais choix de terme—nous acceptons le fait de la nécessité éventuelle de programmes régionaux; et au cas où ces programmes seraient mis en place, notre faveur va aux formes de subventions à la base qui attirent moins l'attention.

Pour ce qui est de la position désavantageuse dans laquelle cela met certaines régions, etc., il y a toutes sortes de programmes fédéraux, et, je suppose, de programmes provinciaux qui favoriseraient une région du pays par rapport à une autre dans certains secteurs de notre économie, et je ne pense pas que nous parvenions jamais à l'éviter. Je suppose que nombre d'entre nous aimeraient que ces conséquences soient réduites au minimum, mais je pense qu'il n'est pas réaliste de supposer que nous éviterons tout problème et c'est la raison pour laquelle nous proposons cette méthode.

Comme le dit Bernie, ce qui compte vraiment à l'heure actuelle, c'est la manière. Non seulement cela est important